

Stéphane Rossini

Vice-président du Conseil national

Incertitudes et défis sociaux

Le Peuple souverain a toujours raison. Mais l'UDC, en lançant son initiative sur l'immigration, a eu tort. Elle a joué avec le feu de la prospérité pour satisfaire ses bas instincts anti-étrangers. Avec son acceptation, ce parti met le pays dans l'embarras et l'incertitude. Une situation nuisible, qui péjorera le quotidien de millions de citoyens, de dizaines de milliers d'entreprises et d'institutions.

Au-delà des slogans de campagne, les « y'a qu'à » ne font pas partie de la réalité de notre société et de ceux qui la font vivre. Ce scrutin ouvre donc la voie de tous les dangers. Pour le Conseil fédéral, qui devra négocier le retour des contingents et ses conséquences sur les autres accords bilatéraux. Pour les entreprises, qui seront contraintes certes de jongler avec la difficulté de gestion des contingents, mais surtout d'opter pour les choix stratégiques d'investir ou non en Suisse, de travailler ou non avec les entreprises suisses. Pour nos étudiants et chercheurs, qui risquent de ne plus accéder aux institutions européennes. Pour nos exportations, qui pourraient diminuer.

Ces incertitudes sont un piège, un poison, d'autant plus que nous ne tenons plus le manche des décisions. Tout avait pourtant été dit et redit. Il ne s'agit donc point de s'étonner. Egoïsme, mépris de l'Union européenne, préoccupations sociales, mais aussi (il faut oser le dire !) une forte dose de xénophobie expliquent ce résultat, qui nous compliquera l'existence pour des années.

Si nos diplomates auront de sérieux défis à relever, la majorité bourgeoise devra ouvrir les yeux. C'est la Suisse des privilèges et des privilégiés qui a aussi été sanctionnée par ce vote. Depuis vingt ans, les besoins sociaux ont été niés et les acquis démantelés, les politiques publiques ont été mises à mal. Cela explique clairement une part mécontentement. Il faudra donc admettre qu'il n'y aura pas de prospérité sans régulation ni justice sociale.

C'est pourquoi, pour le PS, une chose est claire : des réformes intérieures sont nécessaires. Elles sont à prendre dans les domaines du marché du travail (introduction d'un salaire minimum, renforcement des CCT, lutte contre le dumping salarial), du logement, de la formation, de la conciliation entre vies familiale et professionnelle ou encore de l'aménagement du territoire. Elles doivent être entamées rapidement, afin que toutes et tous puissent profiter des fruits de la croissance. Sans quoi, le risque est grand, comme après le vote négatif sur l'Espace Economique Européen, en 1992, qu'un temps long de vaches maigres ne frappe notre pays et ne mette un terme à une prospérité qui, seule, pourra permettre des mesures de redistribution et de protection sociale.

Car, l'autre temps, celui de la prospérité sans croissance, évoquée par certains durant la campagne, sera très complexe à mettre en œuvre. Réduire une croissance économique parfois absurde, tant elle génère d'inégalités et de gaspillages, doit certes mobiliser notre intelligence et nos forces d'innovation. Mais pour y parvenir, il faudra s'assurer que l'on soit à même de ne pas réinventer la pauvreté, les injustices et les inégalités. Cela n'est pas simple. Nous ne sommes pour l'heure pas prêts d'y parvenir !

[Retour](#)